

Intervention de Josette Emonidès BUDGET 2009

M. le Maire, chers collègues,

Nous avons aujourd'hui à voter le budget 2009, qui engagera nos dépenses et nos recettes pour l'année à venir.

Naturellement, le vote de ce budget a lieu dans un contexte particulier, que mon collègue Kévin Izorce a présenté lors de notre dernier Débat d'Orientation Budgétaire, début février.

Il est donc nul besoin de le rappeler encore et encore, chaque français, chaque citoyen de notre ville, vit assez durement cette crise et ses conséquences pour que nous insistions encore sur ce contexte.

Mais il est évident qu'à la veille des élections européennes de juin prochain, nous attendons peut-être plus que d'habitude les solutions et les propositions de chacun des mouvements pour, si ce n'est sortir de cette crise, en tout cas y faire face au mieux.

Inutile également d'en remettre une couche sur l'avenir de la taxe professionnelle qui ne peut qu'inquiéter les élus locaux que nous sommes mais dont nous ne savons comment elle sera supprimée ni par quelle taxe elle sera remplacée.

Donc, dans ce contexte actuel, comme nous l'avons exprimé lors du débat d'orientation budgétaire, votre proposition de budget pourrait sembler à première vue sage:

Nous saluons à nouveau la bonne maîtrise de la dette, que nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer et qui nous permet aujourd'hui d'emprunter un peu plus pour faire face à la crise sans augmenter l'impôt. Mais nous vous faisons remarquer tout de même que la maîtrise de cette dette se fait au détriment de l'ensemble des infrastructures de la ville ; la vétusté des écoles, des équipements sportifs, l'état scandaleux de l'aménagement urbain du centre ville, sans parler de l'état des routes et des trottoirs ou l'absence de réelles pistes cyclable de centre ville.

A ce sujet, lors du Débat d'Orientation Budgétaire, vous avez, M. Richard, posé très clairement les règles du jeu en rappelant que le vote se ferait uniquement à l'occasion du vote du budget (ce que nous allons faire dans quelques instants), et surtout que la majorité ne présenterait pas à ce moment là de proposition sur une variation éventuelle des taux de fiscalité puisque le débat que nous avons eu lors du dernier conseil municipal devait justement permettre d'y répondre.

Nous sommes donc heureux de voir que vous avez entendu notre souhait de ne pas voir les bases fiscales augmenter. Bien sûr, seules augmentent les bases fixées par l'état, qui passent à 3,57 % soit pour le contribuable + 0,17 % par rapport à 2008.

Ensuite, l'évolution des dépenses de fonctionnement semblent mesurées, il nous manque cependant l'état des dépenses réelles pour en juger. Il serait bon

d'ailleurs de les faire apparaître lors de l'élaboration du budget 2010 ainsi que le compte administratif précédent.

Cependant, si l'enveloppe totale des investissements doit être conservée pour préserver les emplois et l'activité économique, il nous semble que nous devrions l'adapter à un budget de crise : les transferts de crédits entre les différentes lignes sont en effet possibles.

Dans ce contexte difficile, la plupart des villes de la région, en particulier des villes de gauche comme Nantes, font le choix de réduire les dépenses de fonctionnement, parfois les investissements, et de revoir leurs ambitions à la baisse. Mais St Nazaire marche à contre-courant.

Saint-Nazaire fait le choix de miser sur l'investissement, ce qui n'est pas sans rappeler le choix du gouvernement, tant critiqué par le Parti Socialiste, de relancer l'économie par l'investissement quand la gauche propose de le faire par la consommation.

Le budget que vous nous présentez est davantage un budget de continuité qu'un budget de crise mais nous pensons qu'il va tout de même falloir envisager une réduction des dépenses de fonctionnement. Certains de vos choix passés apparaissent aujourd'hui comme irresponsables : le déplacement de la halle sud, sur le quartier du petit Maroc, pour plus d'1 million d'euros, était pour nous une erreur. Force est de constater un an après qu'en dehors des Escales, elle n'est presque jamais utilisée. Et c'est plus d'un million d'euros d'argent public qui se sont envolés. De même, les 1,2 millions d'euros annuels du LIFE plombent le budget de la ville. Et cette somme nous engage tous les ans. Rendez-vous compte qu'à ce prix là, nous aurions un théâtre de 900 places comme celui que nous avons voté en seulement 15 années si nous avions choisi de les investir au lieu de les gaspiller.

Et que dire de la tour des syndicats que vous avez choisi de conserver et qui nous a obligé à signer chèques sur chèques... avec au final une structure inadaptée à la vie syndicale actuelle. Que dire de votre souhait d'investir encore 5 millions d'euros dans le transfert de la salle Jacques Brel dans l'alvéole 12 de la base sous marine !!!

Autant de choix que nous n'approuvons pas.

Mais pour être constructifs, nous formulons donc les propositions suivantes :

- innover dans la rénovation des bâtiments publics en dépassant la simple remise aux normes environnementales correspondant à la RT 2010 pour aller vers des rénovations plus audacieuses, ce qui permettrait d'être moteur dans le développement durable et les économies d'énergies et ainsi d'investir sur du long terme, avec retour sur investissement. Les établissements scolaires sont pour nous une priorité.

- renforcer l'encadrement scolaire et social dans les zones difficiles, recruter des éducateurs dans les quartiers y compris dans le centre ville : la demande est forte comme nous avons pu le constater lors des réunions publiques : la prévention vaut mieux que la répression.

- reconstruire le tissu urbain dans ces zones : pourquoi pas y transférer la salle Jacques Brel ? Cela permettrait d'équilibrer les centres d'animation et désengorger le quartier ville-port, y favoriser l'implantation d'entreprises qui s'engageraient à créer des emplois en formant des jeunes sans qualification.

-valoriser l'aménagement hyper centre pour renforcer son attractivité et redynamiser l'offre commerciale : le budget consacré est dérisoire = 0,1 % !... actuellement nous observons de nombreuses fermetures de magasins et une désertification d'une partie de l'avenue de la république. N'oublions pas que les commerces représentent des emplois, créent des richesses et assurent l'animation et par là la sécurité.

Vous soulignez dans la délibération une progression importante des recettes des services de 6,75 %. Une telle augmentation, qui semble vous surprendre, pourrait nous permettre de diminuer légèrement les tarifs de stationnement des parkings que vous appelez « gratuit à durée limitée » et qui pratiquent des tarifs exorbitants dès la deuxième heure. D'autant qu'une partie de la rue de la Paix va devenir interdite au stationnement.

Enfin, nous avons noté aussi l'augmentation par la CARENE des tarifs des transports en commun à hauteur de 3,3% alors que ce réseau est totalement inadapté aux attentes des utilisateurs. Cette mesure n'est pas faite pour inciter à prendre les transports en commun.

Cela serait un message fort envoyé aux nazairiens, pour prouver que nous sommes conscients des difficultés que certains rencontrent.

Néanmoins, et c'est une chose que nous ne pouvons pas vous reprocher, ce budget n'est que la rédaction comptable de votre Plan de Développement Durable, et donc de votre projet municipal. Ce budget engage donc des dépenses et des priorités qui ne sont pas les nôtres, que nous ne soutenons pas pour beaucoup d'entre elles, et nous ne pouvons donc pas le valider tel quel.

C'est pourquoi nous nous abstiendrons

Je vous remercie,